

Vous allez, les 5 et 12 juin prochains élire le député de votre circonscription.

La France va être encore soumise à une succession d'élections. Nous avions peut-être d'autres priorités.

Ainsi donc le Président de la République n'a pas tenu ses promesses de candidat : l'assemblée est dissoute avant même que le gouvernement ne se soit présenté devant elle. Qui d'ailleurs aujourd'hui connaît le programme de ce gouvernement ?

En quelques jours, la "France unie" se réduit au parti socialiste. L'ouverture annoncée est un trompe l'œil de plus pour abuser les électeurs. Chacun a pu remarquer la composition du gouvernement.

Cette campagne volontairement floue a joué sur l'oubli des Français. Aujourd'hui, les choses sont claires, le parti socialiste veut retrouver, comme en 1981, une majorité absolue à l'assemblée pendant cinq ans.

Un parti trop puissant peut abuser de son pouvoir. Souvenez-vous de la période 1981-1985: montée du chômage, notamment des jeunes, baisse du pouvoir d'achat, trois dévaluations successives, déficits budgétaires et sociaux, endettement considérable, insécurité...

Mais aussi dogmatisme, sectarisme et intolérance : nationalisation, lois contre la presse, atteintes aux libertés de l'école...

Bref, cette politique désastreuse avait conduit la majorité socialiste à l'échec cuisant de 1986.

Pourquoi voulez-vous que les choses soient différentes demain?

Le temps des promesses démagogiques est revenu. C'est confortable, mais qui va en assumer la charge?

Dans notre circonscription, comme maire et conseiller général de Thiais, j'ai soutenu un gouvernement qui a bien travaillé pendant deux ans.

Personne en effet ne remet en cause son bilan. Il n'en a d'ailleurs pas été question pendant la campagne présidentielle. Au contraire, les sondages montrent que les Français approuvent ce qui a été fait : redressement économique, réduction de l'endettement et des déficits, réduction des impôts pour les bas salaires, début d'amélioration de l'emploi, sécurité renforcée.

Agir sans tapage est sans doute aujourd'hui un défaut.

A notre époque ceux qui tiennent le ministère de la parole priment sur ceux qui agissent. Liberté, tolérance, solidarité : ces valeurs fondent mon engagement dans la vie publique.

Ce sont les raisons pour lesquelles j'ai accepté d'être le candidat de l'Union du Rassemblement et du Centre soutenu par le RPR et l'UDF.

Préparons ensemble l'avenir. Je mettrai autant de cœur que de convictions à défendre nos valeurs communes, avec votre confiance.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Sien endialement

Richard DELL'AGNOLA